

Non! A UNE LOI SUR LES JEUX D'ARGENT PATERNALISTE

Communiqué de presse

Berne, le 10 octobre 2017

Non à une loi sur les jeux d'argent paternaliste – Le référendum est lancé !

Les sections jeunes de plusieurs partis et certains parlementaires, des Verts jusqu'à l'UDC, s'opposent à la loi sur les jeux d'argent. Le référendum a été lancé ce matin lors d'une conférence de presse commune des trois comités référendaires. Une action vidéo a également eu lieu dans les gares de Genève et Zurich.

Avec la nouvelle loi sur les jeux d'argent, le Parlement veut imposer au peuple, en verrouillant certains sites, quels sont ceux que les Suisses auront le droit de consulter. Les sites des fournisseurs étrangers de jeux d'argent en ligne doivent ainsi être bloqués pour les utilisateurs basés en Suisse afin de protéger les casinos nationaux. À travers cette décision, le Parlement ouvre la voie du verrouillage et de la censure sur internet.

Trois comités se sont constitués afin de s'opposer à cette loi paternaliste et protectionniste au moyen d'un référendum. Le «Comité contre la censure et le verrouillage d'internet» initié par les Jeunes libéraux-radicaux, les Jeunes vert'libéraux et les Jeunes UDC, le comité référendaire parlementaire interpartis et le comité des Jeunes Vert-e-s Suisse se sont présentés ce matin aux médias lors d'une conférence de presse commune. Si les trois comités poursuivent des buts différents dans leur lutte contre la loi, sur le fond, ils se battent tous pour la liberté d'internet:

«Pour nous tous, l'enjeu est autrement plus important que le simple blocage des sites de fournisseurs de jeux d'argent en ligne : la question fondamentale est de savoir si nous voulons remettre en question le libre accès à internet afin de protéger les fournisseurs helvétiques», explique la jeune vert'libérale et co-présidente du «Comité contre la censure et le verrouillage d'internet», Anaïs Grandjean.

Les défenseurs de l'économie numérique soutiennent eux aussi le référendum. Pour Jean-Marc Hensch, directeur de l'Association économique pour la Suisse numérique, Swico, les considérations techniques et économiques passent au premier plan : *«L'instauration du verrouillage de certains sites menace la sécurité d'internet en tant qu'infrastructure clé. Le pôle de recherche et de start-up que constitue la Suisse est menacé. Un préjudice important risque ainsi d'être causé à des entreprises sans aucun rapport avec les jeux d'argent.»*

La collecte des signatures pour le référendum relatif à la loi sur les jeux d'argent démarre aujourd'hui. Les trois comités doivent recueillir 50'000 signatures d'ici au 18 janvier 2018. Si le référendum aboutit, les électeurs suisses devront probablement se prononcer sur la loi sur les jeux d'argent en juin 2018.

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser aux personnes suivantes:

Comité contre la censure et le verrouillage d'internet:

Andri Silberschmidt, +41 79 367 58 31

Anaïs Grandjean, +41 79 398 93 22

Plus d'informations: www.censure-sur-internet-non.ch

Jeunes Vert-e-s:

Luzian Franzini, +41 79 781 77 36

Comité référendaire parlementaire:

Philippe Nantermod +41 76 584 34 22